

COMMERCE Plainte de Washington, Tokyo et Bruxelles à l'OMC

Les Occidentaux et la Chine se disputent les terres rares

LA DEMANDE MONDIALE DE TERRES RARES, EN MILLIERS DE TONNES



IDÉ / SOURCE : LYNAS / PHOTO : IMAGECHINA-AFP

Les Etats-Unis, comme l'Union européenne et le Japon, ont porté plainte hier auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre la politique de quotas à l'exportation de la Chine en matière de terres rares. Il s'agit de 17 métaux indispensables aux hau-

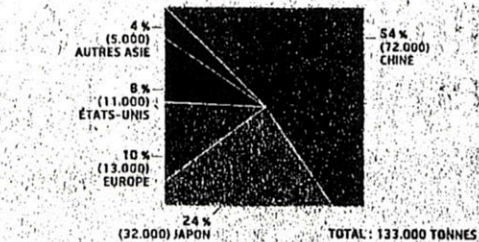
tes technologies, pas si rares que cela mais dont la production s'est concentrée massivement en Chine parce que ce pays accepte les dégâts écologiques afférents à leur extraction. C'est d'ailleurs au nom de la défense de son environnement et de la gestion de ses réserves

que Pékin affirme réduire les exportations, et non pas pour faire chanter ses clients occidentaux. Ces derniers sont confiants, lors de ce nouvel épisode de confrontation avec la Chine car, fin janvier, l'OMC a condamné Pékin dans un cas similaire.

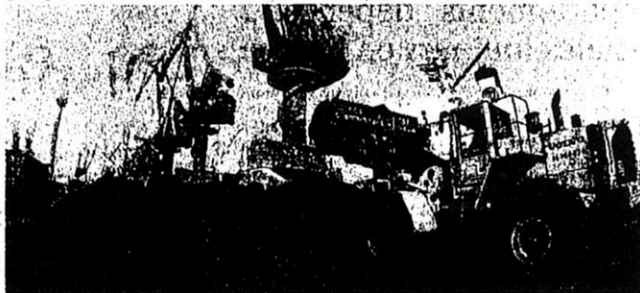
LES ECHO 14/03/2012

LA DEMANDE EN TERRES RARES EN 2010

PAR RÉGIONS, EN % (EN TONNES)



LES ECHOS • SOURCE: LYNAS / PHOTO: IMAGOCINE-APF



CHARGEMENT DE TERRES RARES, PORT DE LIANYUNGANG.

COMMERCE INTERNATIONAL

Les trois partenaires occidentaux ont porté plainte à l'OMC contre des restrictions de la Chine sur les exportations de ces métaux indispensables aux produits de haute technologie.

Terres rares : l'Europe, les Etats-Unis et le Japon bataillent contre la Chine

C'est un signe supplémentaire de leur importance stratégique. Les terres rares poussent l'Union européenne, les Etats-Unis et le Japon à engager un bras de fer commercial avec la Chine. Les trois partenaires ont annoncé, hier, avoir déposé une plainte devant l'OMC contre Pékin. Objet de leur courroux ? Des nouvelles restrictions à l'exportation (quotas, prix planchers) de ces 17 métaux indispensables à la fabrication des produits high-tech. Barack Obama a estimé hier, sans ambages, que « si la Chine laissait tout simplement le marché fonctionner par lui-même nous n'aurions aucune objection, mais sa politique empêche actuellement cela et va à l'encontre des règles que la Chine a accepté de suivre ».

Les terres rares jouent un rôle crucial dans l'industrie mondiale. Sans elles, pas d'écrans plats, de disques durs, d'appareils d'imagerie médicale, de smartphones ou de panneaux solaires. Or Pékin contrôle 95 % de la production mondiale. La dépendance des Occidentaux a été illustrée de manière spectaculaire en 2010 quand le Japon a accusé Pékin d'avoir suspendu ses livraisons en représailles à un incident maritime. Des restrictions à l'exportation posent donc des problèmes majeurs. « Les entreprises chinoises payent deux fois moins cher leurs terres rares que les autres entreprises, et ce prix a augmenté de plus de 1.000 % entre 2009 et 2011 pour nos sociétés », dénonce un fonctionnaire européen. L'Europe et ses partenaires sont d'autant plus enclins à attri-

« La Chine n'a fait aucun effort pour lever ses restrictions à l'export. Cela ne nous laisse pas le choix. »

KAREL DE GUCHT
LE COMMISSAIRE AU COMMERCE

quer Pékin que celui-ci a été condamné le 30 janvier par l'OMC sur des restrictions de neuf autres matières premières. Depuis, « la Chine n'a fait aucun effort pour lever ses restrictions à l'export. Cela ne nous laisse pas le choix », a expliqué Karel De Gucht, le commissaire au Commerce. Comme à son habitude dans ce genre de situation, la

Chine a réagi de façon menaçante. L'agence officielle Xinhua a jugé « injuste et imprudente » l'action des Etats-Unis sur ce dossier, ajoutant qu'elle pourrait « endommager la relation économique » entre les deux puissances. Car si l'Occident perçoit la limitation des quotas d'exportation de terres rares comme une manœuvre pour monnayer un quasi-monopole, Pékin estime en revanche qu'il est urgent de faire payer aux consommateurs un prix cohérent avec le coût environnemental d'extraction.

Menace pour la qualité des eaux
Hier, des dirigeants chinois ont prévenu que « l'heure des terres rares à faible coût est terminée ». Liao Jingqi, un économiste de l'université de Jiangxi, membre de l'Assemblée, a

déclaré que, jusqu'à présent, les coûts réels de l'extraction de ces substances n'avaient pas été pris en compte dans la fixation des prix. Il estime notamment que l'extraction intensive des terres rares dans le comté de Xunwu représente une menace pour la qualité des eaux de la province voisine du Guangdong, et qu'il faudrait dépenser 1 milliard de yuans (120 millions d'euros) pour rétablir les écosystèmes locaux. Bruxelles rejette cet argument écologique, estimant que « l'exploitation des terres rares est désormais tirée par la demande domestique, qui profite de prix artificiellement bas », selon une source européenne.
GABRIEL GRÉSILLON
CORRESPONDANT À PÉKIN
ET RENAUD HONORÉ
BUREAU DE BRUXELLES

La concentration en Chine des terres rares s'explique par des raisons écologiques

Les 17 terres rares sont des métaux pas si rares que ça, mais indispensables aux hautes technologies. Leur extraction, très polluante, est concentrée en Chine.

Ils sont 17 et ont des noms saugrenus (scandium, cérium, europium). Dénommés improprement « terres rares » (ce sont en fait des métaux et qui se rencontrent usuellement dans la nature) depuis leur découverte au XIX^e siècle, ils représentent des composés indispensables aux hautes technologies civiles et militaires grâce à leurs propriétés

magnétiques. A faible teneur, on les retrouve dans les téléphones portables, les disques d'ordinateur, les systèmes de navigation, et les technologies vertes (pots catalytiques, moteurs électriques, éolien). Cela a représenté l'an dernier un marché de 128.000 tonnes et de 1,25 milliard de dollars.

Répartition des réserves
Si seules quelques mines au Brésil, en Australie, en Malaisie ou en Inde empêchent la Chine de disposer d'un monopole absolu, la répartition des réserves mondiales est moins

déséquilibrée. Seulement le tiers d'entre elles se trouvent en Chine. La concentration actuelle des mines dans ce pays, autour de la Mongolie Intérieure, s'explique par le fait que leur extraction est gourmande en main-d'œuvre, coûteuse (40 dollars le kilo en moyenne) et conduit à l'accumulation de sous-produit toxiques, notamment radioactifs, incompatibles avec les législations occidentales. La Chine a pratiqué une politique active de subvention à cette industrie et de dumping international à partir de 1992, après que Deng Xiaoping a déclaré : « Il y a du

pétrole au Moyen-Orient et il y a des terres rares en Chine ». Inquiets de la domination chinoise, les Occidentaux s'attellent à la réouverture de leurs mines jadis non rentables, notamment celle de Mountain Pass, en Californie, qui fournissait encore en 1984 le tiers du volume mondial de terres rares. Mais elles mettront des années à être opérationnelles.

95 % de la production mondiale
Pékin, qui concentre 95 % de la production mondiale, peine à répondre à la fois à la demande de ses clients étrangers et de ses propres indus-

tries, en croissance rapide. Ses exportations sont passées de 47.000 tonnes en 2000 à 30.000 tonnes l'an dernier. Une baisse que Pékin justifie par sa volonté de réduire, précisément, les dégâts environnementaux, de lutter contre la contrebande et d'éviter un épuisement rapide de ses gisements, ce qui la pousse à acquérir des mines à l'extérieur de ses frontières. Selon Dudley Kingsnorth, un analyste du marché, le déficit entre offre et demande mondiale serait actuellement de 15.000 tonnes et monterait à 40.000 tonnes en 2015.
YVES BOURDILLON